



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° *DCL-BRENV-2023-101-1*

Société OXYANE

Siège administratif

Avenue Satolas Green – Bâtiment l'Archer
69 330 PUSIGNAN

Site d'exploitation :

SIRET : 77559688501587
45 quai Jouffroy d'ABBANS
71 000 Mâcon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 181-3, L. 511-1, L. 514-5, R. 171-1, R. 511-9;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 « relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99/2959/2-2 du 06 septembre 1999 autorisant la société coopérative agricole CEREGRAIN à exploiter des silos et installations de stockage de céréales ;

Vu la lettre préfectorale du 11 mai 2022 autorisant le transfert de l'autorisation environnementale du 06 septembre 1999 susvisée au bénéfice de la société OXYANE pour les installations exploitées sur le territoire de la commune de Mâcon ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé BL/NM/2023/M_58, établi à la suite de l'inspection des installations effectuées le 18 novembre 2022 et transmis à l'exploitant par courrier du 28 février 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet ;

Considérant que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 prescrit :

"L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion [...]. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.
[...]" ;

Considérant que l'inspection des installations en date du 18 novembre 2022 a permis de constater :

- que le silo n° 4 dispose d'un transporteur à chaîne portant la dénomination interne « TC2 » et alimentant différentes cellules de stockages portant les dénominations internes « BH » et « BGC » ;
- que la hauteur différentielle entre le point de jetée de TC2 et le pied du stockage d'une cellule constitue un facteur susceptible de favoriser l'émission et la diffusion de poussières lors d'opérations de remplissage ;
- que la totalité des cellules de stockage du silo n° 4 ne sont pas équipées de dispositions techniques (ex : jetées encastrées dans des cellules couvertes à leur sommet) permettant de prévenir la diffusion de poussières lors des opérations de remplissage dans un espace confiné ;
- que dans ces conditions toutes les mesures de prévention adaptées, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion de poussières, en prévenant leur émission et leur diffusion dans le ciel de stockage du silo n° 4, n'ont pas été prises ;
- que le plan de zonage des dangers établi par l'exploitant ne considère par le ciel de stockage du silo n° 4 comme pouvant présenter un risque d'explosion lié à la présence de poussières ;
- que le sinistre survenu le 28 octobre 2022, au droit de la tour de manutention du silo n° 4, a entraîné une explosion secondaire de poussières au droit du ciel de stockage de ce même silo ;
- que cette situation ne permet pas d'établir que toutes les mesures de prévention, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion, sont adaptées au silo n° 4 et aux produits manipulés et stockés ;

Considérant que dans ces conditions, les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 susvisé et applicables aux installations ne sont pas observées par la société OXYANE ;

Considérant que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 prescrit :

"L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation [...]. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

[...] ces mesures de protection consistent :

– en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;

[...]" ;

Considérant que l'inspection des installations en date du 18 novembre 2022 a permis de constater :

- que l'explosion survenue le 28 octobre 2022, au droit de l'élévateur «E2» de la tour de manutention du silo n° 4, a généré un souffle / une onde de choc qui a pu se propager aux autres installations et en particulier à l'espace de stockage des céréales du silo n° 4 ;
- que cette situation ne permet pas d'établir que les mesures de protection mises en place au droit de la tour de manutention du silo n° 4, identifiée comme une zone à risque d'explosion, ont correctement honoré leur rôle en limitant les effets générés par une explosion et en empêchant leur propagation ;
- que cette situation ne permet pas de démontrer que les mesures de protection existantes destinées à garantir le découplage des zones à risque d'explosion sont adaptées et/ou performantes ;
-

Considérant que dans ces conditions, les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 susvisé et applicables aux installations ne sont pas observées par la société OXYANE ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du même code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6, L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société OXYANE pour son site exploité sur le territoire de la commune de Mâcon, de respecter les prescriptions afférentes ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société OXYANE, dont le siège social est situé : avenue de Satolas Green – bâtiment l'Archer – 69 330 PUSIGNAN, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite : 45, quai Jouffroy d'ABBANS – 71 000 MÂCON, de respecter :

I – Dans **un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 susvisé :

- en mettant en place les mesures de protection adaptées au silo n° 4 et aux produits qu'il contient, permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation.

II – Dans **un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 avril 2004 susvisé :

- en mettant en place les mesures de prévention adaptées au silo n° 4 et aux produits qu'il contient, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Mesures de publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société OXYANE.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de Mâcon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est faite :

- à la mairie de la commune de Mâcon ;
- à l'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Mâcon ;
- au groupement opérationnel du service département d'incendie et de secours de Saône-et-Loire.

Mâcon, le **11 AVR. 2023**

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON